

REVUE DE PRESSE MARS 2010

Du 1^{er} au 15 Mars

EUROPE

L'ONU inquiète pour les Roms

Le Figaro, 4 mars 2010

En présentant son rapport annuel d'activité à Genève, la Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Navi Pillay, s'est inquiétée de la discrimination dont souffrent en Europe « *les migrants et les minorités telles que celle des Roms* ». Tout en soulignant les efforts de l'Union européenne, elle a particulièrement pointé du doigt la Slovaquie, la République tchèque et l'Italie.

Hongrie

Heureux comme un Hongrois au Canada

Hulala (informations hongroises en français), 4 mars 2010

Venus à Vancouver pour les Jeux olympiques, quatre touristes hongrois ont demandé l'asile au Canada. Le ministre canadien de l'immigration, Jason Kennedy, a avoué comprendre difficilement comment de « vrais » réfugiés pouvaient provenir de Hongrie, quand bien même il s'agit de citoyens d'origine rom. Actuellement 200 demandeurs d'asile hongrois arriveraient au Canada chaque mois. L'an dernier, 2 demandes ont été acceptées, 5 autres rejetées et 250 ont été abandonnées avant le terme de la procédure. La Hongrie n'est pas le seul pays où les Roms ont des envies de départ. Après une arrivée massive de citoyens tchèques d'origine rom l'an dernier, le Canada a rétabli l'obligation de visa pour les citoyens de la République tchèque.

Aveux d'un suspect dans l'affaire des attaques anti-rom

Hulala (informations hongroises en français), 5 mars 2010

L'affaire des attaques anti-Roms s'est réveillée avec les aveux d'Arpad K.. Le suspect principal de l'enquête ouverte en juillet 2008 a reconnu avoir tiré au fusil sur plusieurs maisons habitées par des Roms. Si personne n'a été blessé lors de cet acte, d'autres attaques ont causé 6 meurtres à l'encontre des Roms au cours des deux dernières années. Le climat de violence est toujours présent comme en atteste les récentes menaces à l'encontre du Conseil national rom.

Bruxelles et la désespérante situation des Roms de Hongrie

Libération, 9 mars 2010

Dans une tribune, deux universitaires Antal Örkeny (Budapest) et Stéphane Istvan Vari (Paris) dénoncent les propositions des deux « ombudsmen » (médiateurs de la république) hongrois, proposant de rendre administrativement visibles les minorités. Ces propositions arrivent à un moment où la tension entre la majorité de la population et la minorité rom est palpable : propos racistes dans les blogs, les journaux, jusqu'à la télévision, assassinats l'été dernier. Le Parti Jobbik (extrême-droite)

capitalise sur le rejet des Roms pour devenir la 3ème ou la 2ème force politique du pays. Ce rejet sert à les priver de travail, les condamne à la misère. Les programmes compensatoires mis en place par Bruxelles, surtout dans l'éducation, ont transformé les écoles subventionnées en « écoles ghettos ». Les aides aux communes sont accaparés par la majorité. D'où l'efficacité incertaine des programmes en faveur des Roms.

Italie

La Condition des Roms inquiète l'ONU

Europe 1.fr, 12 mars 2010

Navi Pillay, haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, s'est déclarée « *profondément choquée* » par ses visites dans deux camps de réfugiés roms situés dans la capitale, l'un illégal, l'autre mis en place par les autorités. « *Transférer les Roms des camps illégaux vers des camps officiels n'est pas une solution appropriée, car ils n'ont que très peu d'occasions de trouver du travail et d'améliorer leur situation* » a-t-elle déclaré.

Kosovo

Roms du Kosovo. Le scandale des camps contaminés

Euronews, 2 mars 2010

Alors que Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères français, est au Kosovo, la ville de Mitrovica reste le symbole de la division persistante entre Albanais et Serbes. Mais vivaient aussi dans cette ville des Roms dont le quartier devait être reconstruit. Entre temps, ils ont été transférés par les Nations-Unies dans des camps. Depuis dix ans, ils y subissent la contamination par le plomb d'une mine voisine. Résultats : 200 enfants contaminés, hypertension, diabète, insuffisance rénale. 80 personnes sont mortes d'empoisonnement. Pour un travailleur humanitaire, l'ONU et les agences d'aide savaient, mais n'ont rien fait pour protéger les Roms.

Serbie

Stockholm s'alarme de l'afflux de demandeurs d'asile venus de Serbie

Romandie.com /AFP, 11 mars 2010

L'ambassadeur de Suède à Belgrade, Krister Bringeus, a indiqué que son pays s'inquiète de l'afflux récent de ressortissants serbes essentiellement roms (770 en deux mois). Ils demandent l'asile politique, mais seront priés de quitter le pays, a-t-il précisé. La Belgique s'est également inquiétée de l'afflux de demandeurs d'asiles serbes et monténégrins et avertit qu'ils seraient invités à partir. Le gouvernement serbe a ouvert une enquête sur les agences de voyage qui assurent les candidats à l'émigration qu'ils obtiendraient asile politique, logement et travail. Depuis décembre 2009, les ressortissants serbes et monténégrins n'ont plus besoin de visa pour se rendre dans l'Union européenne.

Slovaquie

La Slovaquie envisage de placer les enfants roms en internat

Le Monde, 8 mars 2010

A trois mois des élections législatives, le premier ministre slovaque de gauche, Roberto Fico, a estimé ce lundi devant la presse que l'objectif du prochain gouvernement devait être « *d'envoyer le plus d'enfants possible dans des internats et de les détacher progressivement de la vie qu'ils mènent dans les camps roms* ». « *Sinon, a-t-il ajouté, nous allons élever une autre génération de gens incapables d'être utiles à la société* ». Cette déclaration a été critiquée par les défenseurs des droits de l'Homme. La Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme, Navi Pillay, a déjà, la semaine dernière, pointé du doigt la République tchèque et la Slovaquie comme « *pays où les conditions de vie (des Roms) semblent se détériorer* ».

Au titre des projets régionaux, des millions d'euros ont été affectés à la communauté Roms vivant en Bulgarie

Radio Slovakia International, 10 mars 2010

Le Bureau du délégué gouvernemental pour les communautés roms de Slovaquie a été doté de 1, 2 millions à 3, 9 millions d'euros investis pour des projets dans le domaine de l'habitat et des secteurs de l'enseignement, de la culture et de la vie sociale. Pourtant, malgré ces sommes, la situation des 332 000 Roms vivant dans 691 communes dispersées demeure très critique. Défenseur de la cause Rom, Laco Oravec (Fondation Milan Simecek) déplore la modicité de ces crédits et se dit convaincu que « *le niveau d'enseignement insuffisant, la fréquentation irrégulière de l'école, le taux de chômage élevé ne sont pas liés à la culture rom et à sa mentalité, mais à leur exclusion sociale et leur marginalisation* ».

FRANCE

Tout citoyen peut désormais adresser une requête aux Sages, premier cas avec la démarche d'associations tsiganes.

Rue 89, 3 mars 2010

En faxant sa requête le 1er mars à 0h01, Me Henri Braun pense que ses clients de l'Union française des associations tsiganes (UFAT) sont les premiers à avoir exercé le droit de saisine du Conseil constitutionnel par des particuliers. Se basant sur l'installation des Roms roumains sur le territoire municipal de La Courneuve, l'avocat se prépare à plaider sur deux terrains : l'entorse à la liberté fondamentale de circulation et l'existence d'une loi stigmatisant les Roms sur une base raciale. Il affirme avoir répertorié toute une liste de dispositions discriminatoires envers les Tsiganes, pour lesquelles il compte saisir le Conseil constitutionnel afin de « *les faire sauter une à une* ».

Régionales 2010. Benhamias s'engage pour les Roms

Le JDD.fr, 11 mars 2010

Le vice-président du Modem, Jean-Luc Benhamias annonce dans un communiqué son soutien à l'intégration des Roms. Pour lui , « *il faut soutenir vraiment les Roms par une utilisation plus efficace des fonds, en impliquant les différentes collectivités locales* ».

Bourgogne-Franche-Comté

Les dessous de la chasse aux Roms de Dijon

Blabla, février 2010

Le journal militant Blabla, « parution périodique dijonnaise d'informations et de contre-informations locales et globales », publie un « hors série » de 24 pages consacré à la situation des Roms à Dijon, en collaboration avec la Caisse de solidarité dijonnaise qui, depuis avril 2009, a appuyé financièrement, politiquement et humainement le soutien aux Roms incarcérés. Depuis l'hiver 2008, des mobilisations ont empêché des expulsions de squats habités par des familles Roms. Mais la mairie fait barrage aux droits sociaux et refuse tout relogement. Plusieurs Roms ont même été arrêtés, certains soumis à des contrôles judiciaires et neuf d'entre eux incarcérés plusieurs mois pour avoir touché indûment des aides sociales, alors que les dossiers avaient été remplis par des travailleurs sociaux et des employés de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF). Sur les 10 personnes interpellées en avril derniers, la plupart ont obtenu un non-lieu avant d'être jugées et la justice a reconnu en février qu'il n'y avait aucun délit. Le journal Blabla s'élève contre les « *fantasmagories filières et tours de manche* » que véhiculent certains journalistes locaux et dénonce l'attitude de la mairie. Il souligne le harcèlement policier exercé auprès des Roms installés (une centaine) dans les anciennes casernes du quartier du « Petit Creusot et la judiciarisation de chaque faits et gestes de la vie des Roms. « *Après quelques mois de cohabitation à Dijon* , expliquent des membres du collectif de soutien aux Roms, *on peut de toute façon constater qu'une bonne partie des préjugés sur les réseaux organisés de prostitution , de vol et de mendicité ne sont que fantasmes. Ce que l'on voit qualifié du patronyme grandiloquent de mafia recouvre souvent tout simplement des rapports d'entraide entre familles et amis, l'échange de plans pour arriver, les envois de thunes à la famille restée sur place... Nous n'avons pas d'éléments, si ce n'est la propagande policière et médiatique, pour penser que les gens seraient pris dans de quelconques réseaux organisés et centralisés de travail forcé. Même la police, qui a pourtant déployé des montagnes d'efforts pour prouver ces allégations, n'est pas arrivée à grand-chose* ».

Haute-Normandie

Evreux. Ils vont devoir s'envoler

Paris Normandie, 6 Mars 2010

La famille rom Omerovic (7 membres) a signé une demande de retour volontaire pour la Bosnie, mais souhaite rester à Evreux. Le rassemblement pour leur défense dénonce « *la menace et le chantage* » effectués par les agents préfectoraux sur le père de famille. Il se montre très inquiet sur le devenir de la famille en Bosnie, pays qui a été condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme pour discrimination envers les Juifs et les Roms.

Ile-de-France

Essonne

200 Roms hébergés dans un gymnase

Le Parisien, 10 mars

Lundi après-midi , 35 des baraques de fortune installées dans le bidonville rom de Massy ont brûlé. Peut-être à la suite d'une altercation entre Roms et gens du voyage. 200 Roms ont donc été hébergés provisoirement dans un gymnase sous l'oeil inquiet de la mairie qui a ouvert le lieu « *pour des raisons humanitaires* » et réclame leur départ.

Deux avions affrétés pour les Roms de Massy

Le Parisien, 10 mars 2010

106 Roms, installés depuis deux jours dans un gymnase de Massy (Essonne) après l'incendie de leur bidonville, ont accepté une procédure volontaire et devaient décoller à midi pour Bucarest. Parmi les 150 autres en attente, certains refusent de partir.

Des Roms expulsés de Massy vers la Roumanie

Le Monde, 11 mars 2010

300 Roms, installés depuis un an sur un terrain de la commune de Massy, détruit par un incendie lundi, ont été, mercredi 10 mars, renvoyés par vols groupés en Roumanie, que les personnes aient accepté ou non « l'aide au retour humanitaire ». Parmi eux, dix mineurs isolés, théoriquement inexpulsables. Le maire (radical valoisien) de Massy, Vincent Delahaye a déclaré : « *ils doivent impérativement partir. On les obligera par la force si nécessaire* », s'estimant « *à bout de patience* ». La Cimade et Hors la Rue ont dénoncé « *le traitement inacceptable infligé à ces familles en état de choc* ». Elles rappellent que le TGI d'Evry avait refusé leur expulsion du bidonville de Massy en décembre 2009 et que la Cour d'appel devait statuer le 16 mars.

A Massy, en deux jours, 240 Roms rapatriés en Roumanie

Rue 89, 13 mars 2010

Le lundi 8 mars, à la suite d'une altercation entre gens du voyage descendus sur le terrain et les Roms du bidonville de Massy, un incendie a entraîné l'évacuation du camp. Relogés dans un gymnase, mais pas libres de leurs mouvements, ils se sont vus proposer un retour humanitaire par l'Office français de l'intégration et de l'immigration (OFII) : 240 roms, sur les 260 du camp, sont partis. Selon les associations, c'est l'usure psychologique, le sentiment d'enfermement dans le gymnase et l'effet de groupe qui ont poussé autant de Roms à prendre l'aide au retour. L'avocate du campement, Julie Launois, souligne que, dans un premier jugement, le tribunal avait estimé qu'il n'y avait pas de troubles de l'ordre public, contrairement à la plainte de la commune qui a fait appel. Mais, avant même la nouvelle décision, prévue pour le 16 mars, la mairie a fait raser le campement.

Languedoc Roussillon

Béziers. Semaine nationale contre le racisme.

Midi Libre, 8 mars 2010

Comme depuis une dizaine d'années, le ciné club Biterrois et l'Association biterroise contre le racisme organisent auprès des enfants une semaine contre le racisme. Celle-ci se met en place tous les ans dans le cadre d'un projet mosaïque destiné à permettre une réflexion plus approfondie sur le racisme et la différence par le biais d'un travail artistique. Le projet 2008-2009 proposait une rencontre entre la communauté roms de Béziers et les élèves d'une école de village, un travail de collectage de contes auprès des roms effectué par une conteuse et la réalisation d'illustration de ces contes par les élèves de l'école d'Autignac. Cela a abouti à la création d'un spectacle " Avec Vous", qui tournera dix fois dans différentes écoles et les centres culturels du Biterrois, accompagné d'un DVD " Paroles d'Enfants".

Polar chez les Roms pour le Montpellérien Gérard Pirozzi

Le Midi Libre, 15 mars 2010

Gérard Pirozzi, travailleur social à Montpellier, vient d'écrire un road-movie dans l'ex-Yougoslavie. Son roman policier, « Le Quartier de la Fabrique » reprend en effet le nom du quartier rom de Mitrovica (Kosovo). Dans cet interview, il explique : « *j'ai eu envie d'écrire sur les Balkans, sur la communauté rom, malheureusement peu mise en scène dans la littérature, et à laquelle je suis très attaché. Avec « Le quartier de la Fabrique », qui est le nom du quartier rom de Mitrovica, je vais plus loin dans mon tour de l'Europe des conflits et surtout des répercussions qu'ils ont sur les hommes. Lorsqu'on parle des Roms, c'est toujours en terme de problèmes. Si mon bouquin peut changer cette perception, j'en serais heureux.* »

Le Quartier de la Fabrique, éditions Rivages Noir, 9 €

Midi-Pyrénées

Toulouse Les Roms portent plainte contre la police

Libération, 2 mars 2010

Une enquête vient d'être ouverte par le procureur de la République de Toulouse. Tabassage pour les uns et papiers d'identité confisqués pour les autres : c'est pour ces raisons pour lesquelles deux hommes et cinq femmes d'origine roumaines, soutenues par la Ligue des droits de l'Homme, ont porté plainte contre la police le 19 janvier dernier. Ces faits correspondent à deux contrôles policiers qui se sont déroulés en août et septembre 2009 près du campement de la rocade où des Roms sont installés depuis 2002.

Toulouse. Le squat est parti en fumée

20 minutes.fr, 8 mars 2010

Un incendie a éclaté dans le squat du 42 place Anatole France, dans le centre ville de Toulouse. La soixantaine de squatteurs qui occupaient ce lieu depuis janvier 2009, ont été évacués, sans blessés. La trentaine de Roms qui occupaient le rez-de-chaussée a été admise en hébergement d'urgence au centre social du Grand Ramier ; les jeunes qui squattaient les étages ont été regroupés dans un gymnase. L'adjointe aux affaires sociales déclare attendre que « *la préfecture prenne la suite avec des hébergements adaptés* ».

Nord Pas de Calais

Lille. Le « village » des Roms un an après...

Nord Eclair, 10 mars 2010

Il y a un an, cinq mobil homes étaient installés rue Vaucanson à Lille-Fives pour accueillir cinq familles roms. A l'heure du premier bilan, la municipalité est satisfaite de ce que « *les personnes respectent l'ensemble des engagements signés dans la charte* ». Pour l'Afeji, association qui gère l'accompagnement social, et par laquelle il faut passer pour parler avec les Roms, « *ça se passe encore mieux qu'on espérait* » : alphabétisation pour les dames, cours de français et formation pour les messieurs, assiduité à l'école pour les enfants, suivi de la santé. Il ne leur manque que des titres de séjour (en demande à la préfecture) pour accéder à un emploi et à un logement en dur, explique Karim Louzani, le directeur du secteur insertion de l'association. L'autre objectif de l'expérience était de montrer que si on donne aux Roms les moyens, ils peuvent s'en sortir. Mais les préjugés ont la vie dure. Chez les riverains, l'unanimité s'était faite pour condamner le manque de concertation lors que l'installation des bungalows. Sur les résultats, les avis sont partagés. Si certains trouvent que « *ça se passe très bien* », d'autres dénoncent les voitures qui roulent en sens interdit, la mendicité, de petits actes de délinquance, mais sans pour pouvoir en déterminer l'origine. Pour l'élu de quartier, Jean-Louis Frémeaux, « *le quartier a fait preuve d'une maturité étonnante en évitant les propos discriminatoires* ». C'est l'autre point commun de tous les voisins : même les plus farouches opposants au projet réfutent l'accusation de racisme

Lomme. L'auteure et ses lecteurs

La Voix du Nord, 7 mars 2010

Lors d'une rencontre à la médiathèque, une jeune fille a critiqué devant Lucie Land la couverture de son livre « Gadji » qu'elle jugeait trop proche de celle d'Anne Franck. L'auteure a expliqué, avec le sourire qu'avec le portrait de cette petite rom souriante, solaire, elle souhaitait s'éloigner des clichés du genre petite fille à tresse devant une roulotte. Le livre est un succès.

Pays de Loire

Saint Herblain

« Expulser n'a pas de sens »

Presse Océan, 10 mars 2010

Une quarantaine de familles Roms s'est installée dans la zone industrielle de Saint-Herblain après son expulsion de Chantenay. Le Collectif Romeurope demande que ce problème soit « *pris à bras-le-corps* » au niveau de la métropole nantaise. Pour interpeller les élus de l'agglomération, le Collectif

invite les 24 maires et les élus à un café débat jeudi soir au centre social de la Bernardière. Et une journée festive et de débats et d'échanges culturels est prévue le 27 mars.

L'école des Roms

Presse-Océan, 15 mars 2010

« *Nous avons une élève, Alina, c'est un feu cette gamine !* ». Elisabeth Desobry, principale du Collège Salvador-Allende (qui accueille dix enfant roms de 12 à 15 ans et dispose d'un éducateur d'origine rom), se félicite de l'assiduité de cette jeune Rom. Sur les 1300 Roms présents dans l'agglomération nantaise, il y aurait 300 enfants scolarisables, dont 120 inscrits et 40 effectivement scolarisés. Les coupables pour les associations ? les municipalités « *qui font traîner les dossiers* », mais aussi les expulsions. Des cours de français pour « allophones » (personnes ne parlant pas le français) ont été mis en place, mais aucun Rom n'y participe.

La déportation des Roms au collège Saint-Michel à Hérouville-Saint-Clair

Ouest-France, 11 mars 2010

SOS Racisme a décidé de faire son thème d'année autour de la déportation et du massacre des Roms pendant la Seconde guerre mondiale pour combler un « *inquiétant trou de mémoire* ». Militante de l'association, Mounia Benkhadda anime actuellement un atelier citoyen autour de cette question avec des élèves de quatrième du collège Saint-Michel et réfléchit à une rencontre avec les responsables locaux d'associations des gens du voyage.

Rhône-Alpes

Lyon. la misère des Roms face à une réalité sociale.

Le Progrès, 1er mars 2010

Depuis un an, le bidonville des Roms, coincé derrière la Part-Dieu (Lyon 3ème) entre les rails de chemin de fer et ceux du tramway, aligne ses masures côte à côte, les toits seulement recouverts de bâches. Ils ne sont à l'abri ni des intempéries ni des incendies (un deuxième a eu lieu, sans blessés, en février) et le talus sert de « *dépotoir hygiénique* ». Le tribunal de grand instance de Lyon les a autorisés à occuper le terrain, mais les associations de soutien espèrent l'installation d'un point d'eau potable et dénoncent les discriminations dont les Roms sont l'objet alors « *qu'un tiers des adultes a déjà accès au RSA, qu'un autre tiers peut avoir accès au logement et que le dernier tiers peut invoquer son droit à l'hébergement* », explique Marc Uhry (Fondation Abbé Pierre). Elisabeth Gagneur (CLASSES) parle de « *gâchis pour ceux qui parlent le français et reçoivent une éducation scolaire* ». Le directeur de l'école primaire Charial qui accueille trois d'entre eux se félicite de « *leur intégration réussie* ». Le département, propriétaire de cette bande de terrain, avait déjà demandé l'expulsion refusée, en novembre dernier, par le tribunal de grande instance. Le Conseil généra du Rhône, présidé par le ministre de l'aménagement du territoire, Michel Mercier, va interjeter appel en faisant valoir que le Département doit bientôt démarrer ici le chantier des nouvelles archives départementales. Le conseiller général du canton Villette-Paul-Bert, Jean-Michel Daclin, également adjoint aux affaires européennes et internationales à la ville de Lyon et vice-président du Grand Lyon, commente : « *notre tradition d'accueil est à l'épreuve des faits. Notre politique de « main de fer sans un gant de velours » est la seule possible. Je ne vois pas d'alternative* ».

REVUE DE PRESSE 16-31 MARS 2010

EUROPE

Croatie

Zagreb condamné pour discrimination

Le Figaro/AFP, 16 mars 2010

La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Croatie pour discrimination contre des ressortissants d'origine Rom qui n'ont pas eu accès à une éducation normale, car ils étaient placés dans des classes spéciales à l'école. Elle relève que 84% des élèves roms abandonnent leurs études avant la fin du primaire et appelle à des mesures positives pour aider à la scolarisation des enfants.

Hongrie

Festival : Je suis Rom

Le Journal francophone de Budapest, 22 mars 2010

Parmi les festivals du printemps, une série de programmes intitulée « Je suis Rom » a trait à la plus importante minorité hongroise. L'offre culturelle, jusque là limitée aux célèbres 100 violons tziganes s'élargit à la peinture, avec une exposition de l'artiste Mara Olah, devenue en quelques années la figure la plus marquante de la peinture tzigane, une pièce de théâtre de Rodrigo Balogh, « Le Plumage », qui évoque la récente vague d'assassinats en Hongrie à travers la journée de cinq jeunes Tziganes, une exposition du jeune photographe Andras D. Hadju, sur « Un Village sans espoir » et un concert d'un orchestre de chambre rom qui jouera un répertoire classique, Bach entre autres.

Luxembourg

Les Roms, une population méprisée

Point 24.Lu, 23 mars 2010

La 27ème édition du Festival des migrations a organisé à LuxExpo au Kirchberg une table ronde sur les Roms. Karin Waringo, de l'Asbl « Chachipe » située à Bereldange, qui milite contre le racisme et pour le respect du droit des Roms, constate une attitude de rejet tout à fait illégale. Elle s'étonne du silence de la presse sur cette petite communauté fixée notamment au Pfaffenthal et mélangée aux Yéniches eux aussi méprisés. Pendant le festival, la photographe Stéphanie Régnier a présenté une exposition consacrée aux Roms de Méry-sur-Oise.

Turquie

Erdogan sous les feux de la critique

Courrier International, 19 mars 2010

Le Premier ministre turc , Recep Tayyip Erdogan, a menacé, le 16 mars, d'expulser les Arméniens en situation illégale dans son pays. Ces déclarations ont entraîné de vives critiques de la presse turque. Et notamment de l'éditorialiste de Zaman, Ihsan Dagi, qui s'est étonné contre cette situation qui va à l'encontre des pratiques et des discours du gouvernement : « *Celui qui la semaine passée a conquis les cœurs en rencontrant des milliers de Roms (dans le cadre de l'ouverture à cette communauté) aurait du sur la question arménienne faire appel à sa conscience et adopter une attitude plus humaine* ».

FRANCE

Aquitaine

Floirac. Squat libéré, vite détruit

Sud Ouest.com, 19 mars 2010

Le premier coup de pelleuse a éventré la première des quatre maisons où habitaient depuis plusieurs mois 78 personnes, essentiellement des familles roms bulgares, avenue Cabanes à Floirac. Celles-ci se sont regroupées à quelques centaines de mètres, dans les locaux d'une ancienne cité EDF. L'autre campement d'une centaine de Roms, installé avenue Jules Guesde, est actuellement le site le plus sensible et entraîne des réactions de condamnation de la part des riverains. Dans les deux cas, c'est la Communauté urbaine de Bordeaux qui « pilote » les opérations : ZAC d'un côté, futur groupe scolaire de l'autre. C'est elle qui a mené les opérations de destruction, rompant ainsi les négociations qui se déroulaient entre la mairie de Floirac et l'association Procom pour une évacuation progressive.

Ile de France

Des mineurs roumains auraient été illégalement renvoyés

20 minutes.fr, 31 mars

Selon les associations Hors la Rue et Imediat, neuf mineurs isolés faisaient partie des 250 Roumains renvoyés en Roumanie après l'incendie du bidonville de Massy (Essonne) sans qu'un juge pour enfant soit saisi comme le demande la procédure. L'Office français de l'immigration et de l'intégration explique que « *ces mineurs étaient accompagnés* ».

Nord-Pas-de-Calais

Agglomération lilloise

Lille. Mauvais créneau pour la caravane volée

Nord Eclair, 17 mars 2010

En faisant demi-tour devant le commissariat de Lille-Sud avec une caravane volée, 4 Roms se sont fait interpellés et ont été mis en garde à vue.

Lille. Mendicité : une dizaine de Roms appréhendés et ramenés à l'hôtel de police mercredi

La Voix du Nord, 26 mars 2010

Une dizaine de Roms roumains venant de Villeneuve d'Ascq ont été appréhendés à Lille et ramenés à l'hôtel de police. Parmi eux des enfants de 4 à 13 ans, des mamans certaines enceintes et trois jeunes hommes. Ces trois derniers et deux femmes, soupçonnés d'exploiter de jeunes enfants pour la mendicité, ont été placés en garde à vue puis relâchés. Patrick Vigneaux (AREAS) attribue cette recrudescence de la mendicité à la suppression d'aides sociales et nie l'exploitation des jeunes enfants : « *c'est une stratégie de survie* » analyse-t-il tout en expliquant que la répression ne résoudra rien : « *ca va renforcer la paupérisation sans s'attaquer à la racine* ».

Roubaix. Il était une fois dans les quartiers nord...un western urbain

La Voix du Nord, 18 mars 2003

Dans les quartiers nord de Roubaix, le torchon brûle entre le co-président du conseil de quartier Philippe Duquesne, et le maire de quartier, Magid Hsaini. Le premier s'étonne, entre autres, que ne figurent pas à l'ordre du jour du prochain conseil de quartier du 25 mars « le coût du village de Roms, le prix des mobil-homes, de leur installation et de leur gestion » et demande où en est-on avec le fond d'expertise concernant l'installation du village des Roms. Le second réplique que l'ordre du jour a été établi par le secrétariat permanent le 5 février et qu'il a été prévu que ces sujets seraient abordés en questions diverses.

Les familles roms du camp de Wimille sommés de quitter le territoire français avant le 30 avril

La Voix du Nord, 31 mars 2010

Les 28 familles qui habitent à Wimille (Boulonnais) dans le camp en bordure de l'A 16 ont été informées de leur obligation de quitter le territoire français avant le 30 avril. S'ils ne le font pas elles seront expulsées par avion en Roumanie. Malgré les conditions rudes, notamment cet hiver, la communauté donnait des signes d'intégration : 16 enfants sont actuellement scolarisés à l'école et un au collège.

Pays de Loire

Agglomération nantaise

A l'entrée de Rezé, l'îlot Confluent agace les élus

Ouest France, 16 mars 2010

A la fin du conseil municipal de Rezé, le conseiller municipal Pierre Chauvin (NPA) a dénoncé l'expulsion des familles roms des anciens abattoirs le 18 février dernier, « *à votre demande, monsieur le maire* » a-t-il précisé. Il a regretté que les mairies socialistes de Rezé et de Nantes expulsent les familles malgré les appels à la concertation lancés par de nombreux élus et par les associations de soutien et demandé l'organisation d'une table-ronde. Le maire de Rezé, Gilles Rétière, a répondu : « *à chaque occupation illégale, j'ai demandé l'engagement d'une procédure. Et je continuerai* ».

La « patate chaude » des Roms toujours brûlante

Ouest France, 17 mars 2010

Le samedi 27 mars à Indre, le Collectif Romeurope organise une rencontre festive et d'animations avec les Roms de Nantes. Il s'agit aussi pour le collectif de souligner le peu d'empressement de Nantes Métropole à prendre en compte les 1200 Roms, exilés urbains dans l'agglomération nantaise.

Le choix d'Indre comme lieu de la manifestation n'est pas un hasard. Avec Sainte-Luce, c'est la seule commune qui n'a pas jeté l'interdit sur les familles roms venues ici après leur expulsion de Nantes. Son maire, Jean-Luc Le Drenn, appuyé par une partie de la population, a pu assurer aux familles les moyens de passer l'hiver dignement. Il a joué le débat avec ses concitoyens et réussi à faire respecter l'ordre par le consensus. Le Collectif tient donc à saluer cette démarche humaine, tout en soulignant la responsabilité des élus : « *qu'on arrête de se refiler les Roms entre communes comme des patates chaudes, cela ne sert à rien* » rappelle Anne Richard. Le Collectif demande depuis deux ans à rencontrer les acteurs de Nantes Métropole. Une rencontre est programmée avec la préfecture. Le Collectif s'y accroche, sans trop d'illusion.

Roms : la police intervient pour empêcher l'occupation d'un terrain près de la Beaujoire à Nantes

Presse Océan, 21 mars 2010

Une dizaine de caravanes qui s'étaient installées sur un terrain privé au nord de Nantes, ont du le quitter sur intervention de la police.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avec Latcho Divo, Marseille s'ouvre aux cultures tsiganes

Marsinfo.com, 25 mars 2009

Dès demain, et jusqu'au 10 avril, commencera la 3ème édition de Latcho Divo (« le bel échange » en langue romani), parrainée par le cinéaste Tony Gatlif. Plus des deux semaines de festivités : expositions, concerts, projections, théâtre, lectures, répartis sur une dizaine de lieux. Cette édition veut croiser les origines et les formes des cultures rom, tsigane et manouche, avec les Gitans Dhood du Rajasthan, les Hongrois survoltés de Romano Drom, la carte blanche à Tony Gatlif. Latcho Divo trouvera son point d'orgue avec la journée du 8 avril, commémorative du 8 avril 1971 où les Roms choisissaient les symboles de leur communauté, leur drapeau et leur hymne.

Voir site de Latcho Divo

Nice. Deux squats de Roms détruits route de Grenoble

Nice-Matin.com, 19 mars 2010

Lors d'une opération conjointe des polices municipale et nationale, deux baraquements du squat installé le long de la route RN 202 ont été détruits. Sur ce terrain vague propriété de la ville, vivent près de 160 Roumains. M. Estrosi, maire de Nice a déclaré vouloir poursuivre ce type d'action « *chaque fois qu'un squat aura été identifié, afin de mettre un terme au développement anarchique et insalubre de ce type d'habitat* ». La préfecture affirme avoir proposé un relogement aux familles expulsées (7 personnes). Ce que démentent les squatteurs : « *Ils ont cassé notre maison, soupire Elisea. En Roumanie aussi ils ont cassé notre maison. C'est toujours la même histoire* ».

Rhône-Alpes

Agglomération lyonnaise

Les Roms en appellent au Grand Lyon

20 minutes, 19 mars 2010

Le Collectif Rrom organise un rassemblement devant le Grand Lyon pour interpeller les élus sur les « *conditions de vie précaires et indignes* » des familles roms. Il demande au Grand Lyon d'intervenir auprès de l'Etat pour mettre en place « *une politique d'accueil adaptée et pérenne* » pour les 600 Roms recensés sur la région lyonnaise.

Les élus sont-ils indifférents à la question Roms ?

Lyon Capitale, 24 mars 2010

Le Collectif Rrom est allé distribuer des tracts ce lundi pour interpeller les élus du Conseil communautaire du Grand Lyon, à propos de la situation des familles Roms dans l'agglomération (5 à 600 personnes). Son animateur, Alain Veysset, explique la démarche : « *Nous sommes ici pour pousser les élus à prendre des résolutions, car nous sommes dans une situation de non réponse du préfet* ». Si peu d'élus se sont arrêtés ou joints au rassemblement, Roland Jacquet, conseiller délégué PC à la communauté urbaine, a confié : « *Certains élus sont tout à fait disposés à prendre des mesures en faveur de la scolarisation, l'insertion et de l'emploi de ces personnes. Mais sans logement ce n'est pas possible* ». Pour Bernard Longin, délégué régional de MDM, « *l'expulsion est une politique sciemment appliquée. Le but est de les empêcher de se fixer et de les rendre invisibles. Si on ne les voit pas, il n'y a pas de problème* ».

Nangy (Haute-Savoie). Les Roms ont été évacués

Le Dauphiné.com, 25 mars 2010

Mercredi matin, 40 Roms ont été expulsés de l'ancienne fruitière de Nangy, où ils vivaient dans des conditions insalubres et dangereuses, après que le TGI de Thonon-les-Bains ait ordonné l'évacuation. Réveillés à l'aube, les Roms ont joué de la musique après les contrôles d'identité et refusé la proposition d'hébergement dans un hôtel.
